

Attaque raciste du Var : le RN se plaint des conséquences dont il chérit les causes

Gêné par la proximité idéologique du tueur de Hichem Miraoui, le parti d'extrême droite tente de prendre ses distances. Malgré ses dénégations, son projet xénophobe continue d'attiser les haines. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'un de ses sympathisants est impliqué dans une attaque.

[Ellen Salvi](#)

4 juin 2025 à 18h39

Pendant deux jours, pas un mot, pas un commentaire, pas une réaction. Il aura fallu attendre que le Parquet national antiterroriste (Pnat) se saisisse de l'enquête ouverte après [la mort de Hichem Miraoui](#) à Puget-sur-Argens (Var) samedi 31 mai, pour que les élus du Rassemblement national (RN), d'ordinaire si prompts à s'exprimer sur les réseaux sociaux, se décident enfin à dire quelque chose.

Lundi 2 juin, en fin de journée, Marine Le Pen puis Jordan Bardella ont ainsi tous deux posté un message, bientôt relayé par une petite partie de leurs troupes. « *La saisie du parquet antiterroriste permettra de faire toute la lumière sur le meurtre abject d'un homme à Puget-sur-Argens dont les premiers éléments de l'enquête semblent confirmer le caractère raciste* », a notamment écrit la triple candidate à la présidentielle, restant prudente en dépit des évidences.

Car les nombreux [messages de haine](#) diffusés depuis des années par le tueur sur Facebook ne laissent aucun doute sur ses intentions. Dans plusieurs vidéos, on l'entend en effet affirmer qu'« *il faut tuer les Arabes* », tout en affichant sa proximité idéologique avec l'extrême droite et ses figures : le maire RN de la ville voisine de Fréjus David Rachline, l'ex-eurodéputé Gilbert Collard, le cofondateur du Bloc identitaire Philippe Vardon... et bien entendu Marine Le Pen.



Jordan Bardella et Marine Le Pen. © Photos Serge Tenani / Hans Lucas via AFP et Julien de Rosa / AFP

La cheffe de file des député·es RN n'a pas réagi aux révélations sur le profil de Christophe Belgembe, l'assassin de Hichem Miraoui. S'il a parlé, à propos de l'auteur de cet « *acte inqualifiable* », de « *criminel et potentiel terroriste* », Jordan Bardella ne s'est pas davantage exprimé sur les sympathies du tueur vis-à-vis du parti qu'il dirige et des idées qu'il promeut.

Contactés par Mediapart, ni lui ni Marine Le Pen n'ont répondu à nos sollicitations.

Interrogé mercredi 4 juin [sur BFMTV](#), Jean-Philippe Tanguy, le président délégué du groupe d'extrême droite à l'Assemblée nationale, a tenté de prendre ses distances avec l'auteur de ce « *crime odieux* ». « *Je pense que ce monsieur trahit [...] nos couleurs nationales et les valeurs dont il prétend incarner la défense* », a-t-il dit, avant d'ajouter, visiblement gêné : « *Le fait qu'on détourne notre image... Évidemment que ça me bouleverse d'être associé indirectement à cet horrible crime.* »

Malaise et hypocrisie

Confronté à cette situation inédite – c'est la première fois que le Pnat se saisit d'un dossier après un meurtre perpétré par un auteur proche de l'extrême droite –, le RN n'entend endosser aucune responsabilité : « *On ne se sent pas responsable de ce qui a été dit [par Christophe Belgembe], puisque tout le message que nous portons avec Jordan Bardella et Marine Le Pen, ce sont des valeurs totalement opposées à cela [...] et le combat contre le racisme* », a osé Jean-Philippe Tanguy.

Des propos répétés par les rares député·es RN du Var – ils sont sept dans un département comptant huit circonscriptions – qui ont accepté de répondre à Mediapart. « *Je ne peux pas expliquer pourquoi un individu raciste et violent affirme se reconnaître dans un mouvement qui condamne sans la moindre ambiguïté toute forme de racisme, de haine et de violence* », indique Julie Lechanteux, élue dans la circonscription comprenant la commune de Puget-sur-Argens.

À lire aussi

Après le meurtre raciste dans le Var, l'indifférence coupable d'Emmanuel Macron

4 juin 2025

« Je tiens à être parfaitement claire, ajoute-t-elle au sujet du meurtrier, je ne connaissais pas personnellement cet individu, je ne me souviens pas l'avoir jamais croisé, et à ma connaissance, il n'est ni adhérent du Rassemblement national, ni signataire d'aucune pétition liée à notre mouvement. » La députée, qui souhaiterait participer à la marche blanche de dimanche si la famille de la victime l'accepte, insiste : *« Associer notre engagement républicain à l'acte d'un criminel, c'est profondément malhonnête. »*

Des propos au diapason de ceux tenus par ses collègues varois Frank Giletti et Philippe Lottiaux. Relancés sur les raisons pour lesquelles un tel individu se reconnaît dans le projet du RN au point de penser que Marine Le Pen pourrait sortir la France de « la merde », les deux hommes bottent en touche. *« Dans son cas, je pense qu'il faut interroger un psychiatre »,* dit le premier. *« Les types qui font ça sont des dingues, et ce dont se réclament les dingues n'a jamais grand sens... »,* affirme le second.

Le programme RN continue de porter en son cœur la « priorité nationale », une mesure xénophobe qui fait le bonheur de ses partisans.

Comme il le fait à chaque élection lorsque des publications racistes ou antisémites de ses candidat·es sont exhumées – ce fut encore massivement le cas lors des législatives anticipées de 2024 –, le RN assure n'avoir rien en commun avec ce type de discours. Pourtant, [des travaux](#) de la sociologue Nonna Mayer [aux rapports](#) de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), toutes les études l'attestent : la base du parti reste profondément raciste.

Et ce n'est pas pour rien, explique l'historienne Valérie Igounet, spécialiste de l'extrême droite. Car derrière la vitrine de la « dédramatisation », le programme RN continue de porter en son cœur une mesure xénophobe et [contraire aux fondements républicains](#) qui fait le bonheur de ses sympathisant·es : la « priorité nationale », autrefois appelée « préférence nationale ». À savoir un traitement différencié entre les Français·es et les personnes étrangères résidant en France.

« La priorité nationale est le substrat politique du RN, sa base rhétorique, son fonds de commerce privilégié, explique Valérie Igounet. C'est elle qui attire une partie de son électorat. Ils ne l'abandonneront pas car ils en ont besoin pour pérenniser leur assise, surtout qu'aujourd'hui d'autres responsables politiques s'aventurent sur le même terrain. » Idem pour l'immigration, dont le parti d'extrême droite a fait l'alpha et l'oméga de son projet, alimentant là encore la xénophobie.

C'est donc en toute logique que les personnes racistes continuent de se reconnaître dans le projet du RN et que [les violences racistes déferlent](#) à mesure que le parti d'extrême droite remporte des victoires. *« Il ne s'agit pas seulement de "brebis galeuses" comme le disait Jordan Bardella »,* affirme l'historienne, pointant l'exemple de l'ex-eurodéputé Bruno Gollnisch, toujours membre du conseil national du parti, malgré ses nombreux propos polémiques.

De précédentes attaques

Il y en a beaucoup d'autres, notamment sur les bancs de l'Assemblée : le député et porte-parole du RN [Laurent Jacobelli](#) traitant le macroniste Belkhir Belhaddad de « *racaille* » – un procès se tiendra le 17 juin – ; son collègue [Grégoire de Fournas](#) lançant « *qu'il retourne en Afrique* » lors d'une prise de parole de l'Insoumis Carlos Martens Bilongo... Sans même parler [des liens](#) qu'entretiennent certain·es assistant·es avec des groupuscules aux actions parfois violentes.

Un groupe Facebook, des posts racistes et des députés RN

Contrairement à ce que prétendent publiquement les responsables du RN, Marine Le Pen et Jordan Bardella en tête, le racisme ne choque pas tous les parlementaires d'extrême droite. En témoigne cette enquête récente [du site Les Jours](#), qui a révélé l'existence d'une nouvelle page Facebook, « La France avec Jordan Bardella », administrée par des cadres locaux et collaborateurs parlementaires du RN.

Cette page, truffée de messages antisémites, racistes et homophobes, mais aussi d'appels à la haine, comptait au moins neuf député·es du groupe de Marine Le Pen comme membres. Deux d'entre eux, René Lioret et Pascal Markowsky, interagissaient même avec certains contenus. Sur BFMTV, Jean-Philippe Tanguy a évoqué une « *enquête de mauvaise foi* ».

Mecredi 3 juin, au lendemain des révélations des Jours, le député insoumis Thomas Portes a adressé un signalement à la procureure de la République de Paris, estimant que les parlementaires RN auraient dû signaler « *les publications illicites* », au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale.

Si la médiatisation de la proximité du meurtrier de Hichem Miraoui gêne particulièrement le RN, ce n'est pas la première fois que des sympathisants du parti d'extrême droite sont impliqués dans une attaque. C'était le cas de [Kevin Ravenna](#) qui avait agressé un prêtre à Nice (Alpes-Maritimes) en 2022 ou de [Claude Sinké](#), l'assaillant de la mosquée de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) en 2019 – dans les deux cas, la qualification terroriste n'avait pas été retenue.

À lire aussi

[Attaque terroriste dans le Var : le tueur, un adepte du RN qui affichait publiquement sa haine](#)
3 juin 2025

Encore tout récemment, à Paris, d'anciens cadres et candidats du RN ont été jugés pour un projet d'attentat contre une loge maçonnique. En 2023, au moment de quitter la direction de la DGSI, [Nicolas Lerner](#) rappelait que « *nombre de démocraties occidentales considèrent que la menace d'ultradroite, suprémaciste, accélérationniste, est aujourd'hui la principale menace à laquelle elles sont confrontées* » et que « *la France, comme toutes les démocraties, est exposée à cette même menace* ».

Une menace d'autant plus grande que les discours racistes n'en finissent plus de contaminer le débat public, des médias aux bancs de l'Assemblée nationale. « *Personne n'est dupe sur le contexte et le climat politique qui règne aujourd'hui en France. Cet individu qui a pris les armes il y a quelques jours est le fruit d'une atmosphère qui existe dans le pays* », a d'ailleurs parfaitement résumé Mourad Battikh, l'avocat de Hichem Miraoui, [sur France Info](#).

[Ellen Salvi](#)

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.